



## Veille mensuelle sur la situation économique et financière de l'Autriche

© DG Trésor

février 2019

### ***Politique économique autrichienne : satisfecit mesuré de la Commission européenne***

*Dans le cadre du semestre européen sur la coordination des politiques économiques des Etats-membres de l'UE, la Commission européenne a publié le 27 février 2019 son rapport sur l'Autriche. Ce rapport, au même titre que les autres pays, sera examiné par les ministres des Finances en avril.*

*La Commission fait état de progrès sur la moitié des recommandations antérieures dont le nombre baisse régulièrement. Le rapport souligne en particulier l'amélioration des finances publiques avec un budget en léger excédent en 2020 et la poursuite de la baisse de l'endettement (ramenée à 67,8 % du PIB en 2020). L'activité devrait rester relativement robuste par rapport aux autres pays de la zone euro et au ralentissement de la croissance mondiale. Les dernières prévisions de la COM tablent ainsi sur une croissance de 1,6 % en 2019 et 2020. Le taux de chômage devrait poursuivre sa baisse (4,4 % en 2020 contre 4,8 % actuellement). La Commission relève les performances élevées de l'Autriche en matière de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.*

*La Commission appelle néanmoins l'Autriche à poursuivre les réformes structurelles et à investir pour soutenir la croissance à long terme. Est ainsi pointée à nouveau la soutenabilité à long terme des retraites, de la santé et de la dépendance. Elle fait valoir que le pays alpin dispose encore de marges de progrès en matière de simplification du système fiscal mais également concernant le transfert des charges sur le travail vers d'autres sources. Les mesures adoptées l'an dernier (bonus famille Plus, allègement des cotisations sociales sur les bas salaires) vont clairement dans le bon sens et en l'attente de précisions sur la réforme fiscale annoncée en début d'année. La Commission renouvelle enfin son appel à une rationalisation du fédéralisme, source d'inefficacité de la dépense publique et à maintenir l'effort en vue d'une meilleure intégration des populations les plus vulnérables sur le marché du travail.*

*En réponse à ce rapport, le gouvernement autrichien communiquera courant avril son programme national de réformes ainsi que son programme de stabilité décrivant la trajectoire envisagée pour les finances publiques jusqu'en 2022.*



<b>Situation économique et financière</b>	<b>3</b>
□ <b>Evolution des indicateurs et prévisions</b> .....	<b>3</b>
• <i>L'Autriche résiste bien à la dégradation de la conjoncture mondiale : +1,6 % en 2019 et 2020 selon la Commission</i>	3
• <i>Les recettes fiscales reflètent la bonne conjoncture autrichienne en 2018</i>	3
• <i>Le volume des garanties de l'Etat progresse en raison des aides à l'exportation</i>	4
□ <b>Echanges</b> .....	<b>4</b>
• <i>Troisième année consécutive de hausse pour les exportations de la France vers l'Autriche</i>	4
• <i>Grâce au Brexit le nombre d'implantations de sociétés britanniques en Autriche a doublé</i>	5
<b>Politique économique et sociale</b>	<b>5</b>
□ <b>L'emploi</b> .....	<b>5</b>
• <i>Réforme de l'AMS, Pôle Emploi autrichien : les nouvelles orientations</i>	5
• <i>Revalorisation salariale de 3,2 % dans le secteur social</i>	6
□ <b>Questions sociales</b> .....	<b>6</b>
• <i>Le congé paternité pour tous : bientôt une réalité ?</i>	6
• <i>Les dépenses de santé courantes sont restées stables en 2017 à 10,4 % du PIB</i>	7
<b>Questions sectorielles</b>	<b>7</b>
□ <b>Services financiers</b> .....	<b>7</b>
• <i>Deux FinTechs françaises choisies pour coopérer avec RBI</i>	7
• <i>Steiermärkische Sparkasse reprend la filiale macédonienne de la Société Générale</i>	8
• <i>Marinomed réussit son introduction en bourse</i>	8
□ <b>Energie et environnement</b> .....	<b>8</b>
• <i>OMV achève sa restructuration</i>	8
• <i>Les prix de l'énergie continuent à augmenter – sauf le gaz</i>	9
• <i>L'objectif national en émissions de gaz à effet de serre a été dépassé en 2017</i>	9
□ <b>Industrie</b> .....	<b>10</b>
• <i>Le premier producteur mondial de briques en terres cuites Wienerberger fête ses 200 ans</i>	10
• <i>Succès de Rosenbauer au Moyen-Orient</i>	10
□ <b>Transports</b> .....	<b>10</b>
• <i>Année record pour l'aéroport de Vienne grâce aux compagnies à bas coûts</i>	10
• <i>Siemens construira en Autriche une flotte de 94 trains destinée au métro de Londres</i>	10
□ <b>Agriculture</b> .....	<b>11</b>
• <i>Le bio : un franc succès pour l'agriculture autrichienne</i>	11
• <i>Le revenu agricole de nouveau à la baisse en 2018</i>	11
<b>Présence française</b>	<b>12</b>
• <i>BNP Paribas Real Estate conclue un partenariat avec EHL Immobilien</i>	12
• <i>Valneva annonce vouloir se retirer de la bourse de Vienne</i>	12
<b>Annexe</b>	<b>13</b>

[Haut du document](#)



## Situation économique et financière

### Evolution des indicateurs et prévisions

**L'Autriche résiste bien à la dégradation de la conjoncture mondiale : +1,6 % en 2019 et 2020 selon la Commission**

Lors de ses prévisions économiques d'hiver, publiées le 7 février 2019, la Commission européenne a estimé la croissance de l'économie autrichienne en 2019 et 2020 à 1,6 %, alors que les instituts de conjoncture prévoient encore en décembre une hausse du PIB comprise entre 1,7 % (IHS) et 2,0 % (Wifo) en 2019, et entre 1,6 % (IHS) et 1,8 % (Wifo) en 2020. Quant à la Banque nationale d'Autriche (OeNb), créditant en décembre l'Autriche d'une progression du PIB de 2,0 % en 2019 et de 1,9 % en 2020, elle avait confirmé la tendance prédite par les instituts de conjoncture : malgré le ralentissement net qui touche l'économie mondiale, la croissance en Autriche ne serait que modérément impactée grâce à une demande domestique robuste.

Le 20 février, l'OeNB a publié ses dernières prévisions trimestrielles et a revu légèrement à la baisse ses prévisions : le T1 2019 ne devrait progresser que de 0,3 %, soit une révision de 0,2 point ; le T2 2019 connaîtrait un très léger rebond avec une hausse de 0,4 %. Sous l'effet de la déduction fiscale directe (*Familienbonus Plus*) accordée aux contribuables à hauteur de 1 500 EUR par enfant à charge, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019, et des revalorisations salariales significatives obtenues en fin d'année, la consommation des ménages devrait rester le pilier central de la croissance, avec une progression de 1,7 % en 2019 et de 1,6 % en 2020. Elle permettrait ainsi d'amortir le recul prévisible des investissements dans les équipements (+2,6 % en 2019 après +3,5 % en 2018) mais également du commerce extérieur. Malgré les incertitudes, tant sur le marché européen (*Brexit*) que mondial (politique commerciale étatsunienne), les économistes de l'OeNB ne présagent pas d'un effondrement soudain de l'appareil exportateur autrichien. Le secteur tertiaire de l'économie qui a finalement mieux progressé que le secteur industriel aura un effet stabilisateur sur l'économie, notamment grâce au tourisme. Le secteur de la construction continuera de bénéficier des investissements importants dans la construction de logements, grâce à une forte demande et des prix de l'immobilier en hausse mais également des conditions de financement favorables. Tous ces indicateurs profitent au marché de l'emploi, le taux d'emploi continuerait de progresser (+2 %) et le chômage poursuit sa résorption (4,7 % en 2019 et 2020). L'inflation reste à un niveau inférieur (+1,7 %) à celui prôné par le BCE (+2 %).

**Les recettes fiscales reflètent la bonne conjoncture autrichienne en 2018**

Selon les chiffres provisoires du ministère des Finances portant sur l'exécution budgétaire 2018, les recettes fiscales ont atteint 88,2 Mrd EUR soit une augmentation de 4,0 % par rapport à 2017. Le projet de plan budgétaire avait prévu des recettes fiscales à hauteur de 86,7 Mrd EUR ce qui donne un résultat de 1,5 MEUR meilleur que prévu. L'impôt sur le revenu affiche l'augmentation la plus importante de 1,8 Mrd EUR. Avec 27,2 Mrd EUR, elle reste la deuxième ressource après la TVA qui augmente de 1 Mrd EUR pour atteindre 29,3 Mrd EUR ce qui s'explique par la bonne tenue du marché de l'emploi et la reprise de la consommation privée. L'impôt sur les sociétés progresse de 1,3 MEUR pour atteindre 9,2 Mrd EUR. Dans son analyse sur l'exécution budgétaire, le service budgétaire du Parlement (*Budgetdienst*) déplore l'inexactitude des prévisions des recettes de la part du ministère des Finances, malgré la publication tardive du projet de loi budgétaire en mars 2018. La différence par rapport aux recettes budgétées est particulièrement importante pour



l'impôt sur les sociétés (+662 MEUR) qui atteint 9,2 Mrd EUR après 7,9 Mrd EUR en 2017 et 8,5 Mrd EUR budgétés pour 2018. De plus, le service de budget déplore que ces variations ne soient pas expliquées dans le document fourni par le ministère.

**Le volume des garanties de l'Etat progresse en raison des aides à l'exportation**

En 2017, le volume des garanties émises par l'Etat avait descendu sous la barre de 100 Mrd EUR pour atteindre 93 Mrd EUR (-7,8 Mrd EUR) en raison notamment de l'expiration de certaines garanties en faveur du secteur bancaire (-3,6 Mrd EUR) et en faveur du Land de Carinthie dans le cadre de l'affaire Hypo Alpe-Adria (-7,2 Mrd EUR). En 2018, les garanties en faveur du secteur bancaire ont continué à reculer de 1,8 Mrd EUR. Malgré cette réduction, le total du volume des garanties progresse de 3 Mrd EUR pour atteindre 96 Mrd EUR en raison de l'augmentation des aides à l'exportation mises à disposition par l'OeKB (*Österreichische Kontrollbank*) de 4,4 Mrd EUR (+9,5 %) pour atteindre 50,4 Mrd EUR après une augmentation de 1,6 Mrd EUR en 2017. Ce développement reflète l'augmentation des exportations autrichiennes. Avec 52 %, les aides à l'exportation restent le poste le plus important parmi les garanties de l'Etat, suivies par les garanties dans le domaine des transports et de l'infrastructure (25 %) dont des garanties en faveur de l'opérateur historique des chemins de fer (*ÖBB, Österreichische Bundesbahnen*).

**Echanges**

**Troisième année consécutive de hausse pour les exportations de la France vers l'Autriche**

Les exportations de la France vers l'Autriche ont continué à progresser en 2018 : après +4,6 % en 2016 et 4,9 % en 2017, les exportations augmentent de 4,3 % en 2018 pour dépasser 4 Mrd EUR. Toutes les catégories, hormis les matériels de transport jusque-là longtemps porteurs de la croissance à l'export, sont concernées par cette reprise. La progression la plus importante touche les produits manufacturés divers (+95,6 %) dont les exportations des articles de joaillerie et bijouterie à hauteur de 146 MEUR contre 11 MEUR en 2017. Les matériels de transport restent le poste le plus important des exportations françaises vers l'Autriche (608 MEUR), mais reculent de 23 %. Suivent les produits chimiques, parfums et cosmétiques (480 MEUR, +5,7 %) et les machines industrielles et agricoles (476 MEUR, +6,8%). Les importations de la France en provenance de l'Autriche reculent de 9,9 % pour atteindre 5,9 Mrd EUR. Après l'augmentation spectaculaire mais ponctuelle en 2017 pour les principes actifs pharmaceutiques (+262 % à 2 Mrd EUR), due à un report de livraison de 2016, les importations de produits pharmaceutiques reviennent à leur niveau de croisière pour atteindre 950 MEUR. Suivent les produits métallurgiques et métalliques avec 907 MEUR (+7,7 %) et les matériels de transports avec 577 MEUR (+12,7 %). En 2018, le déficit bilatéral de la France repasse sous la barre des 2 Mrd EUR (1,9 Mrd EUR) dont -638 MEUR pour les produits pharmaceutiques et -592 MEUR pour les machines industrielles et agricoles. On note un solde positif pour les textiles, habillement, cuir et chaussures (183 MEUR), les produits manufacturés divers (127 MEUR contre 3 MEUR en 2017) et les produits chimiques, parfums et cosmétiques (123 MEUR). Le volume des échanges entre la France et l'Autriche se rétrécit légèrement pour atteindre 9,96 Mrd EUR après 10,4 Mrd EUR en 2017.

Selon les chiffres produits par *Statistik Austria* et communiqués par la Chambre fédérale d'économie WKO, l'appareil exportateur autrichien devrait avoir franchi en 2019 la barre des 150 Mrd EUR, les 10 premiers mois de l'année ayant déjà affiché une progression de



5,9 %. Le Président de la WKO Harald Mahrer espère que la part des exportations dans le PIB approchera 60 %, grâce notamment aux marchés asiatiques et africains. De janvier à octobre 2018, c'est essentiellement vers les nouveaux Etats-membres que les exportations autrichiennes ont le plus progressé avec une hausse de 8,9 %, alors qu'elles n'augmentaient que de 5,9 % vers les pays de la zone euro.

**Grâce au Brexit le nombre d'implantations de sociétés britanniques en Autriche a doublé**

En 2018, 14 entreprises britanniques ont fait appel au soutien de l'agence ABA-Invest in Austria, placée sous la tutelle du ministère du Numérique et de l'Economie, pour s'implanter en Autriche (7 en 2017). Selon la Ministre Schramböck, « l'Autriche se serait positionnée à un stade précoce pour exploiter activement l'opportunité que présente le Brexit pour l'Autriche ». En 2018, 355 entreprises ont fait appel aux prestations de l'ABA pour s'implanter sur le marché autrichien (344 en 2017), créant ainsi 3 000 nouveaux emplois (+8 %) et portant des investissements à hauteur de 735 MEUR (+1,5 %) ; 108 de ces entreprises proviennent d'Allemagne. Par ailleurs, début février, face au spectre d'une sortie britannique de l'Union sans accord, le gouvernement a soumis à la chambre basse du Parlement (*Nationalrat*) la loi sur l'accompagnement du Brexit (Brexit-Begleitgesetz). Cette loi règle en particulier le statut de résident des citoyens britanniques employés en Autriche, des dispositions relatives aux étudiants et des dispositions transitoires pour les sociétés britanniques enregistrées au Royaume-Uni et ayant un siège administratif en Autriche. Elle crée également des périodes de transition pour les fonds de pension autrichiens qui ont investi dans des fonds d'investissement britanniques. Les dispositions individuelles n'entreront en vigueur que si aucun accord n'est conclu entre l'UE et la Grande-Bretagne au sujet du Brexit.

[Haut du document](#)

## Politique économique et sociale

### L'emploi

**Réforme de l'AMS, Pôle Emploi autrichien : les nouvelles orientations**

Alors que la bonne conjoncture permet une résorption constante du chômage (eurostat : 4,8 % fin janvier 2019), la Ministre Beate Hartinger-Klein (droite populiste, FPÖ) vient de faire connaître les nouvelles orientations de la politique de l'emploi et par conséquent celles du Pôle Emploi autrichien, l'AMS (*Arbeitsmarktservice*) : l'accent est désormais mis sur le chômage des seniors, les chômeurs de longue durée et les femmes, au détriment des réfugiés qui bénéficiaient jusqu'alors du focus de l'AMS. La Ministre rappelle qu'en 2018 36 % des chômeurs recherchaient un emploi depuis 12 mois et plus, et 50 % d'entre eux avaient plus de 45 ans. L'AMS devra également mettre en place une politique permettant une meilleure adéquation entre l'offre et la demande du marché de l'emploi, au travers d'un nouvel algorithme et par un renfort de la digitalisation (par le biais de plateformes web et autres médias numériques). Parallèlement, l'initiative personnelle du demandeur d'emploi et son développement personnel sont dans ce contexte une priorité absolue. Une des nouvelles orientations est la dimension interrégionale du placement et le développement des bourses de l'emploi. En termes de formation des jeunes en apprentissage sans contrat avec une entreprise, le recours aux établissements de formation inter-entreprises, financés par l'AMS, doit être limité et ne saurait avoir d'autres buts que de réinsérer les jeunes dans une entreprise formatrice. Pour pallier le manque de main d'œuvre sévissant actuellement en Autriche, l'AMS se concentrera sur la formation ou la requalification des chômeurs en Autriche en



adéquation avec les besoins de l'économie, tout en misant sur l'inter-régionalisation du placement et de nouvelles mesures incitatives (NdR : non précisées). Actuellement, plus de 33 000 réfugiés sont inscrits à l'AMS : ce potentiel devra être principalement utilisé pour pallier le défaut de main d'œuvre pas ou peu qualifiée dans les secteurs forestiers ou agricoles. La Ministre Hartinger-Klein rappelle qu'il est primordial pour l'AMS de développer des solutions numériques pour répondre rapidement aux besoins de sa clientèle et amener celle-ci dans l'ère digitale. A noter que le budget de l'AMS a été ramené de 1,4 Mrd EUR en 2018 à 1,25 Mrd EUR en 2019.

En 2018, l'AMS a concouru au placement de près de 600 000 demandeurs d'emploi : 68 % des chômeurs ont retrouvé un emploi en moins de trois mois, 20 % ont eu besoin de 3 à 6 mois, 4 % en moins d'un an et seulement 1 % est resté au chômage plus d'un an. 70 % des placements concernaient des emplois à temps plein. En 2018, la résorption du chômage a également profité aux seniors : près de 31 % des chômeurs qui ont retrouvé un emploi étaient âgés de 45 ans et plus. Toutefois, alors que les chômeurs hommes seniors de 50 ans et plus voyaient leur nombre diminuer de 6,0 %, les femmes de 50 ans et plus en situation de chômage ne connaissaient qu'un repli limité à -2,2 %. En janvier 2019, en données eurostat le taux de chômage de l'Autriche s'élevait à 4,8 % (FR = 8,8 % ; DE = 3,2 %), celui des jeunes de moins de 25 ans à 8,4 % (FR = 20,1 % ; DE = 6,0 %).

### **Revalorisation salariale de 3,2 % dans le secteur social**

Après plusieurs séances infructueuses de négociations salariales entre représentants du personnel et Patronat, un accord a pu être trouvé le 19 février pour les salariés du secteur social : Le compromis relatif à la revalorisation des rémunérations permettra aux quelques 100 000 employés du privé dans le domaine social de voir leurs émoluments progresser de 3,2 %, mais également de bénéficier d'un jour de congé supplémentaire (après deux ans d'activité au sein du même employeur). Face à la menace de grèves dans le secteur, lors d'une dernière réunion de 17 heures d'après négociations, les représentants du patronat ont consenti à revoir leur proposition de revalorisation de 2,8 %. Outre la revalorisation de leur indemnisation de 3,2 %, les apprentis du secteur bénéficieront d'une prime mensuelle de 100 EUR afin de rendre les métiers du social plus attractifs. En revanche, les représentants syndicaux ont échoué à imposer la semaine de 35 heures et la 6<sup>ème</sup> semaine de congés payés. Mais ils ont obtenu un aménagement du temps de travail pour les hommes de plus de 59 ans et les femmes de plus de 54 ans afin de faciliter le passage vers une forme de retraite à temps partiel.

### **Questions sociales**

#### **Le congé paternité pour tous : bientôt une réalité ?**

Le législateur autrichien a introduit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017 la possibilité d'un congé paternité de 31 jours après la naissance d'un enfant (indemnisé à hauteur de 700 EUR pour le mois), sous réserve de l'accord de l'employeur. Actuellement, seuls les agents de la Fonction publique, dispensés de cet accord, en font largement usage. En revanche, compte tenu que cette mesure ne constitue pas un droit, les salariés du privé n'y ont que très peu recours. Le parti de droite populiste FPÖ, dont est issu le Vice-Chancelier H.C. Strache et qui est revenu début février d'un tel congé, souhaite inscrire dans la loi ce droit, mais se heurte aux réticences de la Chambre fédérale d'économie WKO, et donc de son partenaire de coalition, le parti conservateur ÖVP. La WKO argue qu'un congé de 4 semaines du père



de l'enfant, affecterait notamment les PME autrichiennes et propose en échange de revoir le régime de protection maternité. En effet, la loi de protection de la maternité interdit le travail des femmes enceintes dans certaines professions (coiffure, menuiserie, ...) en raison de l'exposition à certains dangers, bien avant le début du congé maternité. La WKO propose donc que la rémunération des futures mères dans ces métiers pendant la durée d'interdiction d'exercer soient à la charge de l'assurance maladie et non plus des employeurs.

**Les dépenses de santé courantes sont restées stables en 2017 à 10,4 % du PIB**

Selon l'institut autrichien de la statistique, les dépenses courantes de santé en 2017, y compris celles relatives à la dépendance, se sont élevées à 38,5 Mrd EUR après 37,1 Mrd EUR en 2016, soit 10,4 % du PIB. Exprimées en part du PIB, elles sont restées stables depuis 2015. Parmi les pays de l'OCDE, l'Autriche se range à la 8<sup>ème</sup> place, ex-aequo avec le Canada et la Norvège (FR= 3<sup>ème</sup> place avec 11,5 % du PIB ; DE = 4<sup>ème</sup> place avec 11,3 % du PIB). 38,5 % des dépenses de santé courantes, soit 14,8 Mrd EUR, ont été versées au profit du milieu hospitalier et de rééducation, dont 90 % par les caisses d'assurance maladie, l'Etat fédéral et les collectivités territoriales. Le financement privé n'a couvert que 9,5 % des dépenses. Les médicaments et appareillages (prothèses) ont représenté 17,1 % des dépenses, financés à 59,7 % par l'assurance maladie. Quant à la dépendance, les dépenses ont atteintes 5,6 Mrd EUR soit 14,7 % des dépenses courantes, qui se répartissent en près de 3 Mrd EUR (52,7 %) pour les établissements d'hébergement (EHPAD) et 2,6 Mrd EUR pour les prestations de maintien à domicile des personnes dépendantes. Le financement public représente 71,8 % des dépenses liées à la dépendance. Les dépenses publiques au profit du milieu hospitalier se sont élevées en 2017 à 11,5 Mrd EUR, financées à hauteur de 45,5 % par les caisses d'assurance maladie, de 32,6 % par les régions (Länder), de 11,3 % par l'Etat fédéral et de 10,6 % par les communes.

[Haut du document](#)

## Questions sectorielles

### Services financiers

**Deux FinTechs françaises choisies pour coopérer avec RBI**

Dans le cadre de son programme *FinTech Partnership Program Elevator Lab*, *Raiffeisen Bank International* a choisi (parmi 400 candidats) huit FinTechs dont deux start-up françaises afin de tester des solutions innovantes dans différents secteurs de la banque. Il s'agit de la technologie de communication *CopSonic* qui permet à ses utilisateurs d'intégrer et de transférer des données entre des appareils électroniques par ultrasons et de *SESAMm* qui fournit des outils de gestion d'actifs. *CopSonic* se concentre sur la sécurité numérique, la détection intelligente et la connectivité IOT. La technologie brevetée est distribuée sous la forme d'un kit de développement logiciel (*SDK, Software Development Kit*) afin que les partenaires B2B puissent intégrer les solutions dans leur environnement existant comme alternative ou complément au *NFC, Bluetooth Low Energy* ou *QR*. *SESAMm* analyse en temps réel des millions de messages, d'articles et de messages Web pour créer des analyses innovantes pour des milliers de produits financiers (actions, obligations, devises, indices, matières premières ou devises cryptées). Par ailleurs, *RBI* a publié ses résultats provisoires pour 2018. Il ressort que le bénéfice du groupe a augmenté de 14 % pour atteindre 1,27 Mrd EUR, le ratio de fonds propres CET1 s'élevant à 13,4 %.



**Steiermärkische Sparkasse reprend la filiale macédonienne de la Société Générale** La *Société Générale* vient d'annoncer la cession de sa participation à hauteur de 74,5 % dans la filiale macédonienne *Ohridska Banka Societe Generale (OBSG)* à *Steiermärkische Sparkasse*. Le lancement d'une offre publique obligatoire par *Steiermärkische Sparkasse* sur OBSG devrait intervenir dans les prochains mois, après autorisation des autorités bancaires, de la concurrence et de marché compétentes. La finalisation de la cession d'OBSG est conditionnée au succès de l'offre publique de *Steiermärkische Sparkasse*. Pour la *Société Générale*, cette transaction s'inscrit dans la continuité des opérations de cessions déjà entreprises dans la région des Balkans. La présence en Macédoine de *Steiermärkische Sparkasse* qui fait partie du groupe des caisses d'épargne autrichiennes, remonte à 2008. La filiale macédonienne, *Sparkasse Bank Makedonija*, affiche un total de bilan de 350 MEUR. Grâce à l'acquisition d'OBSG qui emploie 400 personnes et qui affiche un total de bilan de 650 MEUR, *Steiermärkische Sparkasse* devient la quatrième banque en Macédoine avec une part de marché d'environ 13 %.

**Marinomed réussit son introduction en bourse** Au cours des cinq dernières années, la bourse de Vienne a connu cinq introductions en bourse, la dernière (la banque BAWAG) remontant à octobre 2017. Le 1<sup>er</sup> février 2019, la petite société de biotechnologie *Marinomed Biotech AG* a fait son apparition à la bourse de Vienne sur le segment *Prime market*. Elle profite d'un financement à hauteur de 15 MEUR mis à disposition par la Banque européenne d'investissement (BEI) garanti par le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). *Marinomed* se concentre sur le développement de produits innovants dans le domaine des maladies respiratoires et oculaires basés sur des plateformes technologiques brevetées. Avec 30 employés, le chiffre d'affaires s'élève à près de 5 MEUR.

### Energie et environnement

**OMV achève sa restructuration** Le groupe pétrolier et gazier autrichien OMV a plus que doublé son bénéfice en 2018 à près de 2 Mrd EUR, dans un contexte de hausse des cours et grâce à un portefeuille assaini. Le chiffre d'affaires affiche une hausse de 13 % à 22,93 Mrd EUR. OMV souligne avoir bénéficié du contexte de hausse des prix du brut et d'une augmentation de 23 % de sa production à 427 000 barils équivalents pétrole (bep) par jour, grâce notamment à la Russie et à la Libye. Parallèlement, les coûts de production ont chuté de 20 % à 7 USD le baril grâce à des optimisations. Le groupe ambitionne de porter son résultat opérationnel hors effets d'inventaires et effets exceptionnels à 5 Mrd EUR et une production de 600 000 bep par jour d'ici 2025. OMV a engagé à cette fin un programme d'investissements de 10 Mrd EUR sur sept ans après s'être débarrassé d'actifs déficitaires, telle sa filiale turque *Petrol Ofisi*. Le groupe autrichien, qui avait intégré l'an dernier un quart de Yuzhno-Russkoje, un des principaux champs gaziers russes, a multiplié en 2018 les acquisitions et les investissements en production notamment en Nouvelle-Zélande, à Abu Dhabi, en Malaisie, et au large de la Norvège. La société a par ailleurs conclu fin janvier 2019 avec la compagnie pétrolière d'Abou Dhabi (*Adnoc*) un accord lui permettant d'intégrer 15 % d'un grand complexe de raffinage aux Emirats arabes unis, pour une somme prévisionnelle de 2,5 Mrd USD.



**Les prix de l'énergie continuent à augmenter – sauf le gaz**

L'indice du prix de l'énergie (EPI, *Energiepreisindex*) élaboré par l'agence de l'énergie (*Österreichische Energieagentur*) s'est inscrit en hausse de 5,0 % en 2018, après +2,6 % en 2017. La plus grosse hausse est enregistrée pour le fuel domestique qui croît de 9,5 % contre +12,3 % en 2017. Le prix du gazole progresse de 8,9 % (2017 : +7,7 %), celui de l'essence super de 3,8 % (2017 : +6,0 %). En revanche, le prix du gaz se replie de -3,0 % après un recul de -1,6 % en 2017. Le bois de chauffage est devenu également plus cher (+9,6 %, contre + 1,6 % en 2017). Après le recul de -5,2 % en 2017 du prix de l'électricité, on note une augmentation de 3,7 % en 2018. Selon les explications de l'énergéticien *Verbund*, détenu à 51 % par l'Etat, le prix de l'électricité s'est renchéri en raison de la hausse des prix de l'énergie primaire et des certificats CO2. La scission de la zone de prix d'électricité avec l'Allemagne à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2018 aurait accentué ce développement. Dans ce contexte, *Verbund*, l'Association de l'industrie papetière autrichienne *austropapier*, le sidérurgiste *voestalpine* et la bourse de l'énergie *EXAA*, basée à Vienne, ont annoncé vouloir déposer une plainte conjointe devant la cour régionale supérieure (*Oberlandesgericht*) de Vienne « pour mettre terme aux abus de position dominante du gestionnaire allemand *TenneT TSO GmbH* sur le marché des réseaux ». En particulier, les quatre entreprises reprochent au gestionnaire du réseau allemand « de profiter de sa position dominante pour tenter de remédier aux encombrements internes du réseau allemand en introduisant une gestion d'approvisionnement à la frontière germano-autrichienne. » Cette mesure entraînerait une distorsion anticoncurrentielle du marché. Pour soutenir leur plainte, les quatre entreprises se réfèrent à un précédent de 2010 ("Interconnexions suédoises") concernant les interconnexions entre la Suède et le Danemark, dans lequel la Commission européenne serait parvenue précisément à cette conclusion. Pour avril 2019, *Verbund* a annoncé à ses clients une augmentation du prix total (énergie, réseau et taxes) à hauteur de 9 % pour l'électricité et de 7,6 % pour le gaz. En 2018 déjà, les énergéticiens de Salzbourg et de Vienne/Basse-Autriche/Burgenland avaient procédé à des augmentations des prix, suivis par le Tyrol et la Styrie depuis le début de l'année 2019.

**L'objectif national en émissions de gaz à effet de serre a été dépassé en 2017**

Selon l'Agence fédérale de l'environnement, les émissions de gaz à effet de serre en Autriche ont augmenté de 3,3 % entre 2016 et 2017 pour atteindre 82,3 millions de tonnes d'équivalent CO<sub>2</sub>, soit 2,7 millions de tonnes de plus qu'en 2016. Ce développement est principalement dû à l'utilisation accrue des énergies fossiles dans les secteurs énergétique et industriel et à la hausse de la demande en transports de marchandises. Le secteur des transports et celui du bâtiment affichent une augmentation des émissions de respectivement 2,9 % et de 1,8 %. Les émissions de la gestion des déchets et de l'agriculture diminuent respectivement de 4,2 % et 1,4 % par rapport à 2016. Au total, les émissions dans ces secteurs atteignent 51,7 millions de tonnes, soit 2,2 millions de tonnes de plus que l'objectif de 49,5 millions de tonnes. Grâce aux émissions inférieures à l'objectif au cours des années 2013 à 2016, l'Autriche dispose de crédits d'un montant de 8,4 millions de tonnes, qui seront inclus dans le bilan pour 2020. Cependant, le bilan 2017 éloigne l'Autriche un peu plus des objectifs climatiques fixés pour 2020. Pour le secteur de l'énergie et de l'industrie, qui sont réglementés au niveau européen et ne sont pas inclus dans les objectifs climatiques nationaux pour 2020, le bilan actuel des gaz à effet de serre montre une augmentation d'environ 1,6 million de tonnes (+5,4 %).



## Industrie

**Le premier producteur mondial de briques en terres cuites Wienerberger fête ses 200 ans**

Fondé en 1819, le leader mondial des fabricants de briques et leader européen des tuiles en argiles *Wienerberger*, également présent en France, célèbre cette année son 200<sup>ème</sup> anniversaire et ses 150 ans de cotation à la bourse de Vienne. Pour l'exercice 2018, *Wienerberger* affiche un chiffre d'affaires en hausse de 6 % pour atteindre 3,3 Mrd EUR, le bénéfice net s'élevant à 133,5 MEUR (+8 %). La restructuration des activités en France où le groupe est présent depuis 1995, a contribué d'une façon significative à l'amélioration du résultat. Le dividende augmentera en conséquence de 70 % à 0,50 EUR.

**Succès de Rosenbauer au Moyen-Orient**

Le constructeur de matériels de lutte anti-incendie et de protection individuelle *Rosenbauer* a enregistré une forte croissance de son chiffre d'affaires et de son bénéfice au cours de l'exercice 2018, son carnet de commandes atteignant un niveau record. L'Europe de l'Ouest et le Proche et Moyen-Orient, en particulier, ont enregistré des volumes nettement plus élevés grâce notamment à un appel d'offres remporté au Koweït (35 MEUR, 55 véhicules). Au total, le chiffre d'affaires est passé de 847 à 900 MEUR, tandis que le résultat opérationnel (EBIT) a plus que doublé, passant de 21,1 à 47,0 MEUR. Présent dans plus de 100 pays employant environ 3 000 personnes, *Rosenbauer* est le leader mondial du matériel de pompiers. Sa présence en France (Chambéry) remonte à 2013.

## Transports

**Année record pour l'aéroport de Vienne grâce aux compagnies à bas coûts**

L'aéroport de Vienne, dont les actionnaires sont le fonds australien IFM (39,8 %) et les Länder de Vienne et de Basse-Autriche (20 % chacun), a accueilli plus de 27 millions de passagers en 2018 (+10,8 %) dont 11,5 millions à destination de l'Europe. Le volume de fret a augmenté de 2,6 % à 295 000 tonnes. Le nombre de vols a augmenté de 7,3 % à 241 000. Au total, 205 destinations dans 71 pays sont desservies par 74 compagnies aériennes dont *Austrian Airlines* avec 47,5 % des passagers, suivie par *Eurowings* (9,2 %), le groupe *easyJet* (4,9 %), *Lufthansa* (3,4 %) et *Laudamotion* (2,2 %) désormais propriété de Ryanair. On note que l'aéroport de Vienne jouit d'une popularité croissante parmi les compagnies à bas coût. En juillet 2017 déjà, en vue du Brexit, *easyJet* avait décidé d'immatriculer une partie de sa flotte en Autriche. Sont également présentes en Autriche les compagnies à bas coût *Vueling*, *Wizz Air*, *LEVEL* et *Volotea* qui en avril 2019 ouvrira la nouvelle ligne directe Vienne – Bordeaux. Le chiffre d'affaires a augmenté en 2018 de 6,2 % pour atteindre 800 MEUR, le bénéfice net gagne 19,7 % à 152 MEUR. Afin de rester sur une trajectoire croissante, l'aéroport de Vienne demande au gouvernement d'investir dans l'infrastructure ferroviaire et routière, notamment en direction de la capitale slovaque Bratislava (située à 46 km), de supprimer la taxe sur les billets d'avion dans le cadre de la réforme fiscale annoncée pour 2020 et de s'opposer à la centralisation des tarifs aéroportuaires proposée par la Commission européenne, qui, selon le communiqué, contrarierait le projet de la 3<sup>ème</sup> piste.

**Siemens construira en Autriche une flotte de 94 trains**

Après avoir remporté en juin 2018 l'appel d'offres de 1,7 Mrd EUR de l'autorité londonienne responsable de l'exploitation du réseau de transport public de Londres, *Transport for London* (TfL), avec à la clé une commande de 94 trains pour le métro de Londres, l'entreprise allemande Siemens vient de confirmer son intention de produire toute la flotte dans ses usines autrichiennes de Vienne et de Graz (Styrie). L'objectif est de remplacer toutes les rames



**destinée au métro de Londres** construites dans les années 1970 de la ligne Picadilly à partir de 2023. TfL avait espéré que la construction des rames serait confiée à la nouvelle usine de Siemens située à Goole (Yorkshire and the Humber, au nord-est de l'Angleterre).

### Agriculture

**Le bio : un franc succès pour l'agriculture autrichienne**

Face aux contraintes topographiques, l'agriculture autrichienne a très tôt recherché son salut dans les produits de niches. C'est ainsi que l'agriculture biologique a pu prendre son essor en Autriche pour représenter aujourd'hui environ 25 % des surfaces agricoles cultivées. Par rapport à 2017, la surface a augmenté de 17 000 ha. Au total, ce sont 23 477 exploitations qui cultivent près de 638 000 ha destinés à satisfaire les besoins toujours croissants des consommateurs en produits biologiques. Par ailleurs, les exploitations familiales, ossature du monde agricole autrichien, produisant « bio » profitent largement des circuits courts, chers au consommateur. 2/3 de la production protéagineuse sont issus de l'agriculture biologique. L'agriculture biologique représente 30 % des surfaces consacrées à la culture du soja et 25 % des légumes de grande culture, mais l'élevage est également concerné puisque 22 % de la production bovine, 33 % de la production ovine et plus de 50 % des caprins sont élevés dans le respect des normes biologiques. Selon le recensement d'automne 2018, quelques 895 exploitations agricoles ont décidé de passer à la production biologique, la surface cultivée devrait donc augmenter de 28 000 ha supplémentaires. Par rapport à 2007, la part des terres arables cultivées biologiquement doublera en 2019 pour atteindre 20% des terres arables. Le programme autrichien agroenvironnemental ÖPUL (2<sup>nd</sup> pilier de la PAC) est un élément essentiel de cet essor, comme l'a souligné la Ministre Elisabeth Köstinger, en charge de l'agriculture. A noter que, selon l'agence de promotion des produits agricoles AMA Marketing, chaque foyer autrichien dépense en moyenne 148 EUR par an pour des produits frais issus de cette agriculture. En 2013, la dépense se montait à 105 EUR. L'analyse de la part de marché des produits frais biologiques montre que l'Autriche se situe au 4<sup>ème</sup> rang européen, avec un part de 8,9 %, derrière le Danemark (13,3 %), la Suède (9,1 %) et la Suisse (9,0 %). Selon l'AMA Marketing, la France se classerait à la 8<sup>ème</sup> place avec 4,4 %.

**Le revenu agricole de nouveau à la baisse en 2018**

En raison des épisodes climatiques qui ont impacté l'agriculture autrichienne en 2018 (sécheresse, chaleur) et de la chute des cours de la viande de porc, le revenu agricole devrait enregistrer une baisse de 4,1 % alors qu'en 2017, il avait progressé de 13,9 %. C'est la conclusion que tire l'institut autrichien de la Statistique de son enquête sur les revenus agricoles. Selon les chiffres provisoires, le milieu agricole autrichien a généré en 2018 une richesse de 7,4 Mrd EUR, en hausse de 0,9 % en glissement annuel. Si la valeur de la production animale s'est repliée de 2,6 %, en raison du repli des cours de la viande porcine mais également une baisse de la production bovine, la production végétale a progressé de 5 % (+150 MEUR), grâce à la hausse des volumes de la production fruitière et viticole. Par ailleurs, l'augmentation des prix de production, due à la hausse des prix du fourrage et de l'énergie, a contribué à la baisse du revenu agricole.

[Haut du document](#)



## Présence française

**BNP Paribas Real Estate conclue un partenariat avec EHL Immobilien** Le groupe immobilier autrichien *EHL Immobilien* a signé un accord de coopération avec *BNP Paribas Real Estate*, filiale du groupe *BNP Paribas*. Le partenariat est entré en vigueur le 11 janvier 2019 et permet une coopération étendue dans les domaines des transactions, de l'évaluation, du courtage et de la gestion immobilière. Cette coopération permettra à l'Autriche d'attirer davantage l'attention des investisseurs institutionnels et d'attirer sur le marché des groupes d'acheteurs financièrement solides.

**Valneva annonce vouloir se retirer de la bourse de Vienne** La société de biotechnologie française spécialisée dans le développement, la production et à la commercialisation de vaccins innovants, *Valneva SE*, a généré en 2018 son premier bénéfice annuel (3,3 MEUR) contre une perte nette de 11,5 MEUR sur l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires était de 113 MEUR contre 105,3 MEUR en 2017. Lors de l'assemblée générale du 27 juin 2019, l'entreprise soumettra aux actionnaires sa proposition de se retirer de la bourse de Vienne. La cotation sur Euronext-Paris restera intacte. *Valneva* dispose d'un site important à Vienne, qui sert de plaque tournante pour les activités de recherche et développement et abrite également de nombreuses autres fonctions. L'entreprise souligne que le site continuera à se développer et à jouer un rôle important dans les activités mondiales. Le portefeuille de produits de *Valneva* inclut deux vaccins du voyageur, contre l'encéphalite japonaise et pour la prévention du choléra. Le groupe est également propriétaire de vaccins en développement dont le candidat vaccin contre la maladie de Lyme. *Valneva* compte 480 employés et exerce ses activités depuis l'Autriche, la Suède, la Grande-Bretagne, la France, le Canada et les Etats-Unis.

[Haut du document](#)


**Annexe**
**Forecast of key economic indicators - international forecasters**

	OECD			IMF		European Commission		
	November 2018			October 2018		November 2018 / February 2019		
	2018	2019	2020	2018	2019	2018	2019	2020
<b>Key Results</b>								
<b>Annual change in %</b>								
Real GDP1)	2,6	1,9	1,9	2,8	2,2	2,7	1,6	1,6
Real private consumption	1,8	1,6	1,5	x	x	1,8	1,6	1,5
Real government consumption	0,9	0,6	0,5	x	x	1,2	0,8	0,8
Real gross fixed capital formation	3,4	2	2	x	x	3,4	2,5	2,1
Real exports	3,9	3,2	3,2	4,1	3,4	4,6	3,7	3
Real imports	2,3	2,1	2,4	3,4	3,7	3,4	3,3	2,6
GDP per employee	0,9	0,8	0,8	x	x	0,9	0,9	1
GDP deflator	1,6	1,9	2,2	1,9	1,4	1,6	1,9	1,8
HICP1)	2,1	2,1	2	2	2,1	2,1	2	2
Unit labor costs	x	x	x	x	x	1,6	1,7	1,4
Payroll employment	1,3	1,2	1,1	1	1,1	1,8	1,1	0,8
<b>% of labour force</b>								
Unemployment rate	4,8	4,5	4,5	5,2	5,1	4,8	4,6	4,4
<b>% of nominal GDP</b>								
Current account	2,2	2,4	2,8	2,2	1,8	2	2,2	2,4
General government surplus/deficit	-0,1	0,3	0,6	-0,2	-0,2	-0,3	0	0,1
<b>Conditioning assumptions</b>								
Oil price in USD/barrel	74,1	80	80	69,4	68,8	75,1	80,6	76,7
Short-term interest rate in %	-0,3	-0,2	0,2	-0,3	-0,2	-0,3	-0,2	0,2
USD/EUR	1,18	1,14	1,14	1,19	1,17	1,18	1,15	1,15

Source: OECD, IMF, European Commission.

1) European Commission: winter - forecast 2019.

last update on 07.02.2019 16:13

Source : OeNB (banque nationale d'Autriche)


**Forecast of key economic indicators - austrian forecasters**

	OeNB				WIFO			IHS		
	December 2018				December 2018			December 2018		
	2018	2019	2020	2021	2018	2019	2020	2018	2019	2020
<b>Key results</b>										
<b>Annual change in %</b>										
Real GDP	2,7	2	1,9	1,7	2,7	2	1,8	2,7	1,7	1,6
Real private consumption	1,7	1,7	1,6	1,3	1,7	1,7	1,8	1,8	1,5	1,4
Real government consumption	1,8	1,5	1,2	1,3	0,8	0,8	0,8	0,9	1	1
Real gross fixed capital formation	3,5	2,6	2,2	1,7	3,5	2,6	2	3,4	1,9	1,6
Real exports	4,2	3,8	4	3,7	4,7	3,9	3,8	4,4	3,7	3,2
Real imports	2,7	3,6	3,8	3,4	3	3,4	3,2	3	3,4	3
Labour productivity <sup>1)</sup>	1	0,9	1	0,9	0,9	0,8	0,6	0,2	0,5	0,8
GDP deflator	1,7	2	1,9	1,7	1,6	2,1	2,1	1,7	2	1,8
CPI	x	x	x	x	2	2,1	2	2	2,1	2
HICP	2,1	2,1	2	1,9	2,1	2,1	2	2,1	2,1	2
Unit labor costs	1,4	1,8	1,6	1,4	1,3	2	1,8	2,1	2,2	1,7
Payroll employment	2,2	1,4	1,1	1	2,5	1,5	1,2	2,5	1,2	0,8
<b>% of labour force</b>										
Unemployment rate	4,9	4,7	4,7	4,5	4,9	4,6	4,6	4,9	4,8	4,8
<b>% of nominal GDP</b>										
Current account	2,1	2,4	2,6	2,8	2,3	2,3	2,4	x	x	x
General government surplus/deficit	0	0,1	0,4	0,5	0	0,4	0,5	-0,1	0,2	0,4
<b>Conditioning assumptions</b>										
Oil price in USD/barrel	71,8	67,5	66,8	65,9	72	60	60	72	68	68
Short-term interest rate in %	-0,3	-0,3	0	0,3	-0,3	-0,3	0,2	-0,3	-0,1	0,2
USD/EUR	1,18	1,14	1,14	1,14	1,18	1,15	1,17	1,18	1,16	1,18

Source: OeNB, WIFO, IHS.

1) OeNB and WIFO: hourly productivity of labour; IHS: labour productivity per employee.

last update on 20.12.2018 15:07

Source : OeNB (banque nationale d'Autriche)

**Copyright**

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique de Vienne (adresser les demandes à [vienne@dgtresor.gouv.fr](mailto:vienne@dgtresor.gouv.fr)).

**Clause de non-responsabilité**

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

**Auteur :**

Service Économique de Vienne  
Adresse : Reiserstrasse 50/10  
1030 Vienne  
Autriche

Rédigé par : Susanne Maynhardt, Pascal Chaumont  
Relu par : Claire Thirriot-Kwant, Conseillère économique

Version du 28 février 2019  
Version originelle : Septembre 2013  
Rédaction achevée le 7 mars 2019